



Imprimerie spéciale – 2, rue Romain Rolland – 21000 DIJON - CPPAP n° 1112 S 07665
 Directeur de la publication : Edouard GUERREIRO - ISSN 0152-5859

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

N° 1198 du vendredi 31 Décembre 2010 Prix : 0,50€ Date de dépôt : Lundi 12 Septembre 2011

LA LETTRE
de l'Union Départementale
FORCE OUVRIÈRE
 de Côte d'Or

EDITORIAL

Chers (es) Camarades,

Après la période estivale des congés dont, j'espère vous avez bien profité, nous revoici devant les problèmes.

1) **Le projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques** – appelée aussi « règle d'or » - adopté le 10 mai, en première lecture à l'Assemblée nationale, et que le Sénat a examiné en juin, qui aurait dut être voté au Congrès si le Sénat avait obtenu la majorité nécessaire.

Cette « règle d'Or » porte en germe l'austérité automatique et permanente. **Force Ouvrière** veut attirer votre attention sur les conséquences et les dangers de cette éventuelle modification constitutionnelle.

Conformément aux définitions européennes en matière de dépenses publiques, ce projet

Dans ce journal Appel

Journée du 20 Septembre 2011

Meeting 29 Septembre 2011

A partir de 17 H 00

Avec

Didier PORTE

Membre du Bureau Confédéral

Cgt FORCE OUVRIERE

**Responsable du Secteur
 juridique**

Au siège de l'UD FO 21 :

2, rue Romain ROLLAND

(A l'angle de l'avenue du Drapeau)

Stationnement et places parking disponibles

SOMMAIRE

Edito.....Page1-2-3

Intervention à la préfecture.....Page 5-6-7

Austérité-Emploi/20 Septembre...Page 9-10

Meeting 29 Septembre 2011.....Page 12

Stop à l'Austérité.....Page... 4

Formation.....Page 8

Résultats ElectionsPage 11

de loi propose d'englober les dépenses des organismes sociaux, des collectivités territoriales, et des organismes paritaires (tels

que ceux des retraites complémentaires et d'assurance chômage) en encadrant budgétairement les négociations. C'est pour **Force Ouvrière**, attentatoire à la liberté de négociation et reviendrait à effacer soixante ans de paritarisme au nom du dogme maastrichtien. Les salariés ne sont pas responsables de la dette créée par les milliards de fonds publics engloutis dans le renflouement des banques en faillite. Ils ne sont pas plus responsables des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises et que l'Etat doit compenser en prenant dans son budget. Entre 1993 et 2008, ce sont 256 milliards d'euros qui ont été versés par l'Etat en lieu et place des patrons. Les salariés ne sont pas responsables d'une législation qui prive le budget de la Nation de milliards de recettes fiscales offerts en cadeau aux contribuables les plus riches. Les salariés ne sont pas responsables de la dette publique ni des déficits sociaux délibérément créés pour abaisser le coût du travail dans le but d'augmenter toujours plus les dividendes des actionnaires. Pourquoi devraient-ils en payer les conséquences en subissant les suppressions de postes dans toute la fonction publique (écoles, collèges, police, hôpitaux, etc....) le blocage des salaires, la fermeture des bureaux de poste? Constitutionnaliser la soumission du budget de l'Etat et des budgets de la Protection sociale, des collectivités territoriales à la dictature des marchés, aux politiques européennes d'austérité et de privatisation des services publics, aux dogmes du profit marquerait une abdication inouïe de la souveraineté qui ne peut résider que dans le Peuple et sa représentation. Ce serait également une spoliation accrue des systèmes de protection sociale financés par le travail salarié dont la gestion doit redevenir paritaire.

Le Budget de l'Etat et les dépenses sociales ne doivent être dictés que par les besoins de la Nation et en aucune manière par les marchés financiers et les agences de notation. De plus, si cette loi nous est imposée, cela marquera indubitablement

une rupture avec la volonté du peuple français et son aspiration d'Europe sociale.

2) RETRAITES. L'allongement de la durée de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Sur cette question des retraites, le C.O.R. (conseil d'orientation des retraites) vient à point nommé conseiller d'augmenter d'un trimestre la durée de cotisation arguant de l'augmentation de l'espérance de vie et précisant qu'il s'agit des conséquences de la (contre) réforme de 2003. Et oui, en politique sociale, les additions donnent des soustractions : réforme de 2003 plus celle de 2010, en attendant celle de 2013 souhaitée par le gouvernement et toujours avec l'aide de la CFDT, portant sur l'instauration d'une retraite individuelle par points (je vous en ai déjà largement parlé).

3) Disparition des 35 heures. L'éventuelle remise en cause des 35 heures pourrait laisser aux entreprises le soin de **fixer elles-mêmes leur durée du travail** : ce sera non seulement travailler plus pour gagner moins, mais c'est aussi abandonner l'intérêt collectif aux intérêts particuliers des entreprises. Travailler plus et plus longtemps, tout en étant moins bien rémunéré.



4) Moins bien se soigner. En effet, un nouveau plan d'économie de 2,2 milliards d'euros sur le dos de l'Assurance Maladie vient d'être annoncé avec son sempiternel lot de remboursements de médicaments. Sauf qu'à force de dérembourser, c'est la qualité des soins qui en pâtit et puis, cela trouve ses limites. Face à ce constat, il faut ici, rappeler la nécessité de poser la question de la remise en cause des

exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises. Y, compris celles qui réalisent de très confortables bénéfices. De fait, lentement, ces exonérations de cotisations sociales déstabilisent notre système de protection sociale, fragilisant la santé des Français et vont directement dans la poche des actionnaires de ces entreprises. Elles participent ainsi irrémédiablement à la destruction, pierre par pierre d'un si bel édifice, qu'est notre Sécurité Sociale.

La réponse à ces problèmes !

Il faut rappeler et marteler la légitimité des augmentations de salaires : c'est une nécessité vitale pour préserver le pouvoir d'achat dans un contexte où tout augmente ; mais c'est aussi un bienfait qui permet, par l'apport des cotisations, de renforcer notre système de protection sociale. C'est pourquoi nous sommes fiers d'être le syndicat de la fiche de paie !

Sur tous ces sujets, santé, salaires, retraites, temps de travail et service public, **Force Ouvrière** appelle ses syndicats à se mobiliser. 26 meetings sont déjà prévus en région, dont 11 en présence du Secrétaire général de la Confédération Générale du Travail **Force Ouvrière**, Jean Claude Mailly.

A VOS AGENDAS

A l'initiative de **Force Ouvrière**, une journée de mobilisation et d'information est organisée le

mardi 20 septembre 2011

sur l'ensemble du territoire. Informer, sensibiliser, mobiliser : avec **Force Ouvrière**, engageons le rapport de force !

L'union Départementale FO de Côte d'Or ne fera pas défaut, comme à son habitude. J'en appelle à l'ensemble des militants et des adhérents afin de se mobiliser pour cette journée **du 20 Septembre 2011**. Nous aurons l'occasion de reparler de la forme et de l'organisation de celle-ci, mais réservez cette date dans vos agendas.

Nous devons réussir cette journée, mes camarades, comme nous avons réussi le 15 Juin 2010 à Paris, où seule, Force Ouvrière, avait rassemblé plus de 70 000 militants et adhérents.

De même nous allons organiser le **29 Septembre 2011** dans le cadre des élections dans la fonction publique du mois d'Octobre 2011, un meeting, auquel participera notre camarade et ami, **Didier Porte (Secrétaire Confédéral, chargé du secteur juridique)**.

Je souhaite, qu'à cette occasion les camarades du privé se mobilisent également et participent nombreux, car les problèmes posés dans la fonction publique vont impacter fatalement la vie de tous les jours des salariés du public comme du privé. Je compte absolument sur vous.

EG.



FO Stop à l'austérité
Priorité aux salaires
www.force-ouvriere.fr

Stop à l'austérité **FO**
Priorité aux salaires **FO**
www.force-ouvriere.fr

FO Stop à l'austérité
Priorité à l'emploi
www.force-ouvriere.fr

Stop à l'austérité **FO**
Priorité à l'emploi **FO**
www.force-ouvriere.fr

FO Stop à l'austérité
Priorité aux services publics
www.force-ouvriere.fr

Stop à l'austérité **FO**
Priorité aux services publics **FO**
www.force-ouvriere.fr

Intervention du secrétaire général de l'UDFO 21 lors de l'entrevue avec la Mme la Préfète de Région Bourgogne, au mois de Janvier 2011.

POUVOIR D'ACHAT

Depuis la faillite de la banque Lehman Brother il y a deux ans, la plupart des économies développées peinent à retrouver leur rythme de croissance. En ordre dispersé, elles mettent fin aux mesures de relance et travaillent à « l'assainissement des finances publiques » et au « rétablissement de la compétitivité ». Pourtant, ici et là, la crise financière se poursuit : l'exemple de l'Irlande, la Grèce ou le Portugal, où l'Europe vient à nouveau au secours de ses pays, montre qu'il est toujours possible de dégager des marges de manœuvre pour le fonctionnement des systèmes bancaires et financiers.

Dans le même temps, les gouvernements cèdent à la pression des marchés dont ils subissent totalement l'emprise, en généralisant partout des mesures de rigueur et d'austérité. Les gouvernements font le pari que le salut viendra de l'offre, c'est-à-dire d'entreprises dont les profits sont rétablis et de marchés financiers « rassurés »...un pari que l'on sait à la fois perdu d'avance et dramatique sur le plan social. La surenchère à laquelle se livrent les Etats en matière de rigueur budgétaire pour « rassurer » les marchés financiers et les investisseurs n'est pas de nature à rassurer les salariés qui détiennent pourtant la clé de la reprise. Alors que les économies restent fragiles, ces politiques budgétaires restrictives risquent de conduire à l'inverse de l'effet recherché. Au lieu de rétablir l'équilibre des finances publiques, elles pourraient au contraire participer à l'alourdissement des déficits publics en tuant dans l'œuf la reprise de la croissance qui commençait faiblement à se dessiner.

Alors qu'il aurait fallu tirer les leçons de cette crise majeure pour rompre avec les politiques néolibérales qui ont fait la preuve de leur nocivité, il n'est pas tolérable que tout recommence comme avant, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Or, la primauté donnée aux marchés financiers, la poursuite de stratégies de compétitivité dans le cadre du libre échange mondialisé, la remise en cause des systèmes de protection sociale, donnent le sentiment que les

difficultés économiques dans laquelle la finance a plongé le monde servent finalement de prétexte pour faire passer des contre réformes dont les salariés sont les premières victimes. Les exemples se multiplient : flexibilisation du marché du travail en Espagne, remise en cause du système de protection sociale au Royaume Uni, réforme des retraites et renforcement de la RGPP en France, plans d'austérités à répétition pour la Grèce et le Portugal...

Dans tous les cas, ce sont les salariés qui trinquent en subissant la montée du chômage et des précarités, la rigueur salariale et le recul des services publics. On dénombre actuellement 220 millions de chômeurs dans le monde, le plus haut niveau jamais atteint, en augmentation de 24 millions par rapport à 2007. Dans les pays en développement, cent millions de personnes ont été poussées dans une extrême pauvreté. 18 millions d'emplois ont été perdus dans les pays de l'OCDE du fait de la crise financière. Aujourd'hui, le risque est grand que la décennie qui vient soit marquée par la stagnation de l'activité et de l'emploi, l'aggravation de la pauvreté et l'exclusion d'une génération entière de jeunes du monde du travail. Le rapport 2010 du BIT sur le travail dans le monde estime qu'en l'état actuel des politiques menées, le rétablissement de la situation de l'emploi à son niveau d'avant la crise serait reporté jusqu'à 2015 pour les économies avancées.

Alors que les salaires stagnent ou sont diminués en termes réels (dans le secteur privé comme dans le secteur public) sous l'effet de mesures d'austérité prises par les gouvernements comme en Grèce, au Portugal ou en Irlande, les grandes entreprises et les banques renouent avec les profits, la déformation du partage des revenus au détriment du travail se poursuit. Les salariés sont pris en tenaille entre des plans d'austérité d'envergure et des entreprises dont l'objectif premier est de rétablir leurs profits. Celles-ci sont en train, partout dans le Monde (Etats-Unis, Japon et Europe), de retrouver des niveaux de profits élevés. Ainsi, fait suffisamment rare pour être relevé, on pouvait lire dans une publication récente de la banque d'investissement Natixis que les « entreprises déforment le partage des revenus au détriment des salariés, ce qui accroît les profits, donc l'épargne des entreprises, sans que cette épargne soit investie. » Et de

qualifier « d'impressionnant », dans le cas américain, le transfert de revenus qui s'est opéré des salariés vers les profits des entreprises, résultat d'une augmentation de la productivité par tête « bien supérieure » à celle des salaires réels...

Les salariés ne restent pas sans réagir. La contestation gronde.

En Allemagne, des grèves ont eu lieu dans la métallurgie pour peser sur les négociations salariales de branche. En Grande Bretagne, les syndicats mènent campagne pour défendre les services publics. En Espagne, le 29 septembre a été une journée de grève générale massivement suivie pour contester la réforme du marché du travail et les mesures d'austérité. Le même jour se tenait à Bruxelles une « euro manifestation » organisée par la Confédération européenne des syndicats, qui a rassemblé près de 100 000 personnes. Des salariés venus de toute l'Europe – Force ouvrière y participait - ont défilé contre les mesures d'austérité qui se généralisent partout en Europe. Les mouvements vont se poursuivre, un appel à la grève générale est lancé au Portugal pour le 24 novembre contre la baisse des salaires des fonctionnaires et le gel des pensions.

En Tunisie, les travailleurs et le peuple tunisiens se soulèvent d'abord pour réagir à leurs conditions sociales fortement dégradées par la crise, mais c'est aussi pour exiger le respect, la dignité, la liberté et la démocratie. C'est le cas en Egypte, au Bahreïn, au Yémen ou ailleurs. Ce vent qui souffle au proche et au moyen orient est celui de l'émancipation, les travailleurs exigent leur dû.

En France, alors que la croissance repart timidement, ce sont les salaires qui trinquent avec notamment l'absence de coup de pouce au SMIC et le gel du point d'indice dans la fonction publique. Il n'y a donc pas d'augmentation du pouvoir d'achat et, plus grave, depuis cinq ans ce sont les plus bas salaires qui stagnent dans la modération salariale alors que les dépenses comme le logement, l'alimentation, la santé et les transports sont toujours plus présents dans le budget des ménages.

En effet, notons l'augmentation du prix des assurances : de 5 à 8 % de plus pour l'habitation et de 2 à 4 % de plus pour l'automobile. L'électricité, le gaz et les

carburants sont repartis à la hausse ainsi que les produits alimentaires.

Comment se taire quand avec un pouvoir d'achat en berne, les salariés doivent réduire leurs dépenses d'alimentation car le pain par exemple a augmenté de 4% en un an (18% en 5 ans). Par ailleurs, les hausses de tarifs sont nombreuses et parfois importantes du côté des assurances notamment : les augmentations sont comprises entre 3 et 8% pour l'habitation, entre 2,5% et 4,5% pour l'automobile et entre 5,3% et 8,5% pour la mutuelle santé, traduisant encore et toujours le déplacement de la couverture santé vers une prise en charge toujours plus individualisée.

Pour mémoire, les augmentations des tarifs des assurances avaient déjà progressé dans des proportions similaires il y a un an. La consultation chez les médecins généralistes passe à 23 euros, soit un euro de plus. Les médicaments vignettes bleues remboursés jusqu'ici à 35% ne le sont désormais plus qu'à 30%.

Le prix du pétrole a augmenté de près de 20 % en un an et les répercussions sur le prix du litre d'essence avec en plus les augmentations du gaz et d'électricité font que les dépenses d'énergie pèsent de plus en plus lourd sur les revenus des salariés. Du côté de l'électricité, des modifications relatives aux taxes sur l'électricité ont eu lieu le 1er janvier 2011.

Ainsi, l'augmentation de la Contribution aux charges de Service Public de l'Electricité (CSPE) votée en loi de finances et la réforme des Taxes Locales sur l'Electricité (TLE), qui deviennent des Taxes sur la Consommation Finale de l'Electricité (TCFE), conséquence de la loi NOME, se traduisent pour le particulier par une hausse moyenne des tarifs de 3%, en attendant sans doute d'autres. Les foyers modestes bénéficient d'une hausse de l'abattement sur leur facture d'électricité dans le cadre des tarifs sociaux. Le prix du gaz, qui suit l'évolution des prix du pétrole, pourrait subir aussi, des hausses significatives.

Mais ce n'est pas tout, suite au vote d'une loi de finances pour 2011 synonyme de rigueur, différentes mesures fiscales vont également affecter les ménages : les abonnés aux offres internet triple play (internet, téléphone, télévision) vont se voir répercuter la hausse

de la TVA désormais taxées au taux unique de 19,6%, ce qui se traduit par une augmentation moyenne du prix de l'abonnement de 3 euros.

Les couples mariés et pacsés dans l'année perdent l'avantage fiscal dont ils pouvaient bénéficier jusqu'ici. Ils devront choisir entre deux déclarations pour l'année ou une seule déclaration commune. A 123 €, la redevance audiovisuelle est relevée de 2 euros après avoir déjà subi une hausse de 3 euros en 2010.

Les ménages qui déclaraient un emploi à domicile pouvaient bénéficier jusqu'à présent d'un abattement de 15 points sur les cotisations patronales. Ce dispositif est supprimé. Supprimé également le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt immobiliers.

Les crédits d'impôt « développement durable » sont réduits, celui sur les panneaux solaires passe notamment de 50% à 25%. Sont également réduits dans des proportions moindres, les crédits d'impôt pour l'installation de pompes à chaleur ou de double-vitrage.

2011 est marquée aussi, par la fin de la prime à la casse pour l'achat d'un véhicule neuf, mesure emblématique du plan de relance. La fin de cette prime était prévue dès 2010 et avait déjà été réduite au 1er juillet.

C'est pourquoi, il y a URGENCE. Urgence d'une réelle hausse générale des salaires ainsi que d'une prime de transport rendue obligatoire pour tous les salariés qui doivent utiliser leurs véhicules pour se rendre à leur travail.

Ne pas le faire risque de conduire à deux choses très dures pour les salariés : une restriction de la consommation et par conséquent, une baisse de l'emploi. N'oublions pas qu'en période de restriction, les entreprises ne s'aventurent pas à créer de l'emploi si les débouchés n'existent pas. C'est pourquoi la multiplication des conflits sur les salaires est logique . C'est une question de dignité, de justice sociale, c'est aussi le meilleur moyen d'obtenir une meilleure répartition des richesses, l'autre moyen, complémentaire, étant la mise en place d'une grande réforme fiscale.

En attendant, Force Ouvrière a fait d'ores et déjà, part de sa grande inquiétude sur la conséquence directe sur la pauvreté en France. Un fait, qui concerne tous les pans de notre société, y compris les salariés du public comme du privé, et auquel nous sommes confrontés à l'occasion de nos permanences syndicales. La pauvreté a considérablement changé de nature. Parmi ces nouveaux visages, celui de la « pauvreté laborieuse » qui a parti liée avec les mutations du marché du travail. La faiblesse des revenus du travail, le développement des formes atypiques d'emploi et de l'emploi de mauvaise qualité sont parmi les principaux responsables de l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres. Une tendance qu'a encore accentuée la crise et que la faible reprise d'emplois confirme, elle qui se compose pour l'essentiel de CDD et de missions d'intérim¹.

Insupportable pour ceux qui la subissent malgré leur participation au marché du travail, la pauvreté l'est encore davantage quand on sait quelles sont ses conséquences sur les enfants issus de ménages pauvres, en particulier sur leurs parcours scolaires, donc sur leur propre situation future. S'il reste difficile de quantifier ces impacts, il est absolument certain que la dégradation et la segmentation encore plus nette du marché du travail ainsi que les augmentations de la part des actifs confrontés à des situations de pauvreté et du chômage de longue durée se traduiront par une nouvelle aggravation des phénomènes de pauvreté en France.

Autant de sujets de préoccupations à propos desquels Force Ouvrière fera entendre son point de vue et ses revendications pour les salaires, les salariés, la protection sociale et les services publics.



Stop à l'austérité

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements, en déréglementant, ont laissé faire les marchés financiers. Résultat: une crise du système capitaliste, crise qui a éclaté en 2008.

Pour soutenir les banques les gouvernements sont intervenus massivement, faisant exploser les déficits publics.

Mais, contrairement à ce qu'ils avaient an-

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr

noncé, ils n'ont rien réglé sur le fond, que ce soit au niveau international, européen ou national.

Les agences de notation font la loi. Les spéculateurs ont toujours la main. Leur seul objectif: gagner le plus d'argent possible, le plus rapidement possible, sur le dos des États, donc de l'argent public. Pas de risque ainsi!

Tant que les gouvernements au niveau international ne décideront pas d'encadrer sévèrement les marchés financiers et leurs pratiques, ils resteront sous leur coupe, à leur merci. C'est le cas en ce moment et c'est la raison d'être des plans d'aus-

térité. Diminution des services publics, restrictions des droits sociaux, pression sur les salaires, flexibilité et précarité accrues, telle est la rançon payée à la spéculation!

Conséquence: une croissance freinée, l'emploi en berne, moins de rentrées fiscales. Un cercle vicieux et dangereux, qui épargne les riches au détriment des classes moyennes et défavorisées.

Pour FO, il est impératif et urgent de renverser cette logique.

C'est en ce sens que FO agit sur le plan international et européen, et appelle à résister et réagir sur le plan national.

Résister et refuser l'austérité, c'est préparer l'avenir et contraindre les gouvernements à reprendre la main au profit du progrès social. Tout au long des mois de septembre et octobre, avec un point fort le 20 septembre, FO organise partout en France, sur le plan local, des meetings, rassemblements, visites d'entreprises et de services publics, pour informer et mobiliser les salariés.

Il faut dire stop à l'austérité, priorité aux salaires, au service public, à l'emploi et aux conditions de travail.

Jean-Claude Mailly
Secrétaire général

Priorité aux salaires, à l'emploi, aux services publics

Priorité aux salaires, à l'emploi, aux services publics

SALAIRES

■ Malgré une inflation officielle aux alentours de 2% sur un an, le SMIC (1 073 euros net mensuels actuellement) n'a toujours pas bénéficié de coup de pouce, situation qui demeure inchangée depuis cinq ans (seul le rattrapage automatique de la hausse des prix chaque année et en cas de dépassement de 2% d'inflation a lieu).

Plus de 3 millions de salariés sont au SMIC et la moitié des salaires en France demeurent en dessous de 1 650 euros (salaire médian).

Près de la moitié des Français ne partent toujours pas en vacances, le poids des dépenses de logement et d'énergie ne cesse d'augmenter, tandis que la santé est de moins en moins bien remboursée.

Dans le même temps, malgré la crise financière de 2008 et le yo-yo des Bourses ces dernières semaines, les profits des principales entreprises cotées en Bourse demeurent records: plus de 82 milliards d'euros en 2010 pour les entreprises du CAC 40 et de l'ordre de 40 milliards pour le 1^{er} semestre 2011 pour trois quarts d'entre elles.

Pour FO, il est plus que temps et urgent d'augmenter les salaires: en augmentant nettement le SMIC; en répercutant cette augmentation sur les grilles de salaires dans les branches; en augmentant le point d'indice dans la fonction publique; en augmentant et en généralisant la prime transport.

■ Les milliards d'euros qui circulent sur les marchés financiers et qui alimentent la spéculation sont improductifs pour les populations, en France comme ailleurs dans le monde.

Le chômage repart à la hausse

Le recul du pouvoir d'achat des salaires, les difficultés toujours plus grandes rencontrées par les salariés au chômage ou précaires aboutissent au recul de la consommation des ménages, pourtant indispensable à une relance d'une économie créatrice de vrais emplois.

Pour FO, augmenter les salaires, préserver la protection sociale et revaloriser les minima sociaux et les pensions de retraite sont autant d'éléments indispensables à une véritable économie de croissance de l'emploi.

SERVICES PUBLICS

■ L'austérité ou la rigueur se traduisent par des réductions massives des moyens des services publics. Certains sont privatisés ou purement abandonnés. La RGPP (Révision générale des politiques publiques), la loi HPST pour l'hôpital, la réforme territoriale non seulement suppriment des emplois, mais accroissent les difficultés d'accès au service public et réduisent fortement les droits des usagers et citoyens.

EMPLOI

Conditions de travail

Peur du chômage, précarité, suppressions d'emplois et accroissement de la charge de travail exercent une pression toujours plus grande sur les salariés, tant dans le privé que dans le public. Autant de détérioration des conditions de travail, de déconsidération des hommes et des femmes au travail, de stress, conduisant à une réelle souffrance et jusqu'à des drames.

Là encore, pour FO, il faut en finir avec les logiques de rentabilité immédiate dans le public et le privé, de pouvoir des capitaux boursiers sur les entreprises. Une réglementation financière rigoureuse doit être mise en place, de véritables emplois et une organisation respectueuse de la personne au travail sont immédiatement indispensables.

La liberté, l'égalité et la fraternité sont attaquées. Il faut stopper ces logiques qui menacent les principes fondamentaux de la République.

Pour FO, il faut d'urgence une réforme fiscale d'ampleur, rétablissant la progressivité de l'impôt afin de taxer les profits pour une meilleure répartition des richesses.

*Avec FO: je m'informe, je résiste, je me fais respecter,
je défends la justice et la république sociales.*

CONSTRUISONS LE VRAI RAPPORT DE FORCE

*Distribution massive de tracts, afin de faire connaître les positions de
FORCE OUVRIERE*

*Inscrivez-vous dès maintenant auprès de Franck LAUREAU à L'UDFO 21
Tel : 03.80.67.11.51*

Mardi 20 Septembre 2011

**Rassemblement et débat à l'UDFO de Côte d'Or à 17H00 sur le thème :
Salaires, Emploi et défense services Publics**

FORMATION SYNDICALE

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE DE COTE D'OR

STAGE DECOUVERTE FORCE OUVRIERE

SESSION 1^o semestre 2011

STAGE DECOUVERTE FORCE OUVRIERE

SESSION 1^o semestre 2011

Des formations « découverte **FORCE OUVRIERE** » ont eu lieu du 7 au 11 Mars 2011 et du 6 au 10 Juin 2011 dans les locaux de l'Union Départementale des syndicats FORCE Ouvriere de Côte d'Or.

Les nouveaux élus ont suivi avec une grande assiduité les cours délivrés par les formateurs du CFMS. Ils ont découvert l'inter pro dans le syndicalisme **FORCE OUVRIERE**.

Au programme : Rapport de force dans l'entreprise, le rôle et les moyens d'action des représentants du personnel. Les syndiqués, le syndicat et son histoire, ainsi que l'actualité sociale, économique et syndicale du moment. Et maintenant après la théorie, la pratique !

ACTION !!



***NOTRE FORCE
L'indépendance
NOTRE OUTIL
La syndicalisation***



***Une seule force syndicale
FORCE OUVRIERE***



LES RESULTATS DE FORCE OUVRIERE

Janvier 2011

41 % pour FO URSSAF (O.S.S.D)
41 % pour FO JTECKT (Métallurgie)

Février 2011

100 % pour FO CIEF (Education-Culture)
29 % pour FO TYCO SIMEL (Métallurgie)

Mars 2011

15 % pour FO N.D. de la Visitation (Action Sociale)
31 % pour FO AMORA (F.G.T.A.)
35 % pour FO PROTEOR (Métallurgie)
100 % pour FO TRANSMONTAGNE (Transport)
100 % pour FO OBERTHUR (FEC)
15 % pour FO JUSSIEU SECOURS (Transport)
21 % pour FO LGL France (Métallurgie)

Avril 2011

100 % pour FO FIMUREX (Métallurgie)
61 % pour FO CITROEN (Métallurgie)
77 % pour FO DORAS (Bâtiment)

Mai 2011

63 % pour FO SAICA PACK (Bâtiment)
44 % pour FO Maison Louis JADOT (F.G.T.A.)
63 % pour FO GEA Westfalia (Métallurgie)
59 % pour FO CERMEX CORCELLES (21) (Métallurgie)
57 % POUR FO ARTENIUS (Chimie)

Juin 2011

11 % pour FO TRW (Métallurgie)
100 % pour FO AVERY BERKEL (Métallurgie)
100 % POUR CERMEX (Etabl. LISEUX) (Métallurgie)

FO
la force syndicale



NOTRE FORCE
L'indépendance
NOTRE OUTIL
La syndicalisation

Une seule force syndicale
FORCE OUVRIERE

FO 21

la force syndicale

Meeting du 29 Septembre 2011

Dans le cadre de la campagne Confédérale, nous vous invitons, Public-Privé, à un meeting qui aura lieu

le 29 septembre à 17h00 à

l'UD FO de Côte d'Or avec la participation de

Didier PORTE



Secrétaire Confédéral

Pour la défense du Service Public Républicain et dans le cadre des élections d'Octobre dans la Fonction Publique.



Union Départementale des syndicats CGT- Force Ouvrière de Côte d'Or

2 rue Romain Rolland, 21000 Dijon. Tél. : 03 80 67 11 51 . Fax : 03 80 67 01 10

Courriel : udfo21@force-ouvriere.fr Web : www.udfo21.org